



Une femme de Bria assise devant sa maison détruite après les attaques de groupes armés - Pablo Tosco/Oxfam

CENTRAFRIQUE : DES ZONES NON PROTÉGÉES

Les souffrances de la population civile dans la Haute-Kotto

En Centrafrique, la stabilité semble revenir, mais les origines de la crise demeurent. L'Est du pays n'a pas connu d'affrontements intercommunautaires mais reste sous l'emprise de groupes armés non étatiques. Ce rapport montre que les populations de la Haute-Kotto, oubliées depuis des décennies à cause de la faiblesse de l'État, risquent de continuer à subir toutes formes d'exactions dans le silence. De plus le nouveau mandat de la MINUSCA consacré par la résolution 2301 apparaît irréalisable au regard des effectifs et des moyens actuels de la mission. Pour ces raisons, les stratégies quant à sa mise en œuvre et la hiérarchisation de ses priorités nécessitent une attention particulière.

RÉSUMÉ

La République centrafricaine demeure traversée par une grave crise dont les effets violents sur la population civile sont toujours perceptibles. Malgré les élections présidentielles qui se sont déroulées dans le calme en début d'année 2016 et une certaine stabilité observée notamment à l'ouest du pays, le sort de nombreux civils reste préoccupant. À l'Est par exemple, plusieurs zones sont encore aux mains des acteurs non étatiques violents, notamment des groupes armés, des milices et autres malfaiteurs non-identifiés dont les exactions quotidiennes affectent les civils. L'absence d'affrontements entre les anti-balaka et les ex-seleka dans l'est de la Centrafrique a favorisé l'oubli et la négligence de cette zone dans les différentes réponses sécuritaires et humanitaires qui y ont été déployées dans le pays depuis plusieurs années.

La présence et le travail d'Oxfam auprès des populations qui vivent dans la Haute-Kotto à l'est de la Centrafrique ont permis de mieux comprendre le contexte et les différentes violences et autres menaces auxquelles les civils sont exposés. Il apparaît que la présence de la MINUSCA et le retour des autorités administratives à Bria depuis février 2015 ont réduit les activités et les mouvements des groupes armés à l'intérieur de la ville de Bria en les repoussant vers les zones rurales de la Haute-Kotto.

La zone demeure confrontée à la présence de ces différents groupes armés non étatiques, bien que n'ayant pas totalement basculé dans des violences intercommunautaires comme le reste du pays. Si la ville de Bria est en grande partie sous contrôle de l'Etat et de la MINUSCA, elle fait cependant l'objet de vagues de violences urbaines et est sujette à la criminalité. Le retour spontané d'ex-combattants dans leurs communautés avec leurs armes et l'arrivée dans la ville depuis le mois de juillet 2016, de nombreux ex-combattants en vue d'une grande conférence politique et militaire, contribue au taux élevé de violence et d'agressions physiques observé dans la ville. Bria est actuellement le théâtre de multiples violences à l'arme blanche, de braquages et où sévit la criminalité. La faiblesse de la justice et de la chaîne pénale en général pour rétablir l'état de droit encourage l'impunité totale et la culture de la violence.

Les violences qui ont lieu en dehors de la ville sont notamment le fait de différentes factions de l'ex-seleka qui se sont installées dans les zones rurales de la région, principalement autour des mines de diamants à une trentaine de kilomètres de Bria. Cette influence grandissante dans cette zone vient ajouter à celle de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) du rebelle ougandais Joseph Kony qui, avec la quasi-absence de l'autorité étatique, portent atteinte aux droits des populations civiles.

L'absence de bonne gouvernance, la centralisation de l'autorité et la faiblesse de l'Etat ont progressivement facilité l'ostracisation de régions entières contrôlées par des groupes armés souvent en quête de ressources minières en plus de leur revendication développementaliste.

Malgré leur volonté actuelle, l'État et la MINUSCA ne sont pas parvenus à améliorer les conditions de sécurité des populations dans l'est du pays. Leurs effectifs et leurs moyens limités poussent les populations, notamment les femmes, à estimer que les réponses proposées manquent de rapidité et

d'efficacité. Les femmes et les jeunes filles sont toujours exposées à des violences sexuelles et sexistes quotidiennes. La faiblesse de l'Etat et de la MINUSCA les confrontent à d'énormes défis tel que la persistance de l'insécurité, l'impunité, les conflits liés à la transhumance et le retard du programme Désarmement Démobilisation Réinsertion et Rapatriement (DDRR) pour lesquels ils n'ont apporté que des solutions partielles.

Lors des crises antérieures, le retour au calme a souvent précipité le retrait des soutiens internationaux, replongeant ainsi le pays dans l'oubli. Aujourd'hui, le soutien des acteurs régionaux et internationaux demeure d'actualité en Centrafrique, notamment dans le dialogue politique et la stabilité. Le rôle des pays voisins dans le dialogue politique, la sécurité et la réussite du DDRR est primordial. Les autres acteurs de la communauté internationale et régionale, en soutenant l'Etat, l'aide humanitaire et la MINUSCA, pourraient par leur soutien technique et financier opérer un véritable changement durable dans le pays en répondant aux besoins actuels.

Les communautés locales sont donc victimes d'agressions sous différentes formes, de l'absence d'un état de droit, de privations et restrictions diverses. Des recommandations sont faites à l'Etat, aux acteurs régionaux et internationaux, la MINUSCA, et aux bailleurs de fonds afin de mieux protéger les populations.

RECOMMANDATIONS

A l'attention de l'État centrafricain

- Renforcer rapidement la présence et les capacités logistiques et techniques des services délocalisés de l'Etat dans la ville et dans les zones rurales de la Haute-Koto en privilégiant la police, la gendarmerie, la justice et les affaires sociales capables de lutter contre la criminalité, la pauvreté et la violence urbaine à travers la mise en place d'espaces de dialogue et d'une protection communautaire.
- Accélérer la mise en place d'un programme national de DDRR inclusif qui mette l'accent sur des mécanismes durables de réintégration sociale à base communautaire, sensibles aux spécificités culturelles et sociologiques des différentes communautés de la Haute-Kotto.
- Reconstruire la justice sociale et promouvoir la réconciliation entre les différents groupes sociaux et communautés en soutenant les mécanismes locaux et traditionnels de gestion des conflits et en renforçant les capacités des leaders communautaires.
- Assurer l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies à travers l'implication des femmes et leaders féminins de la Haute-Kotto dans le dialogue politique actuel, en particulier en garantissant leur présence dans les comités locaux œuvrant pour la paix et le DDRR.

A l'attention de la MINUSCA

- Renforcer l'effectif et les moyens des contingents déployés dans la Haute-Kotto, à travers une Unité de Police Constituée (UPC) afin d'accroître sa présence et ses activités protectrices (patrouilles, police communautaire, mécanismes d'alerte) à la fois dans la ville de Bria et dans les zones rurales où pullulent encore les groupes armés.
- Discuter et définir avec les communautés de la Haute-Kotto la nouvelle stratégie de protection des civils de la MINUSCA afin d'appliquer de manière réaliste et proactive les tâches prioritaires de la résolution 2301 du Conseil de sécurité, comme la protection des civils et le DDRR.
- Renforcer les liens avec la population civile, surtout au niveau des axes et des routes secondaires ; augmenter la présence des femmes dans les réseaux communautaires et les doter de moyens d'alertes pour prévenir et réagir rapidement contre les violences des groupes armés.

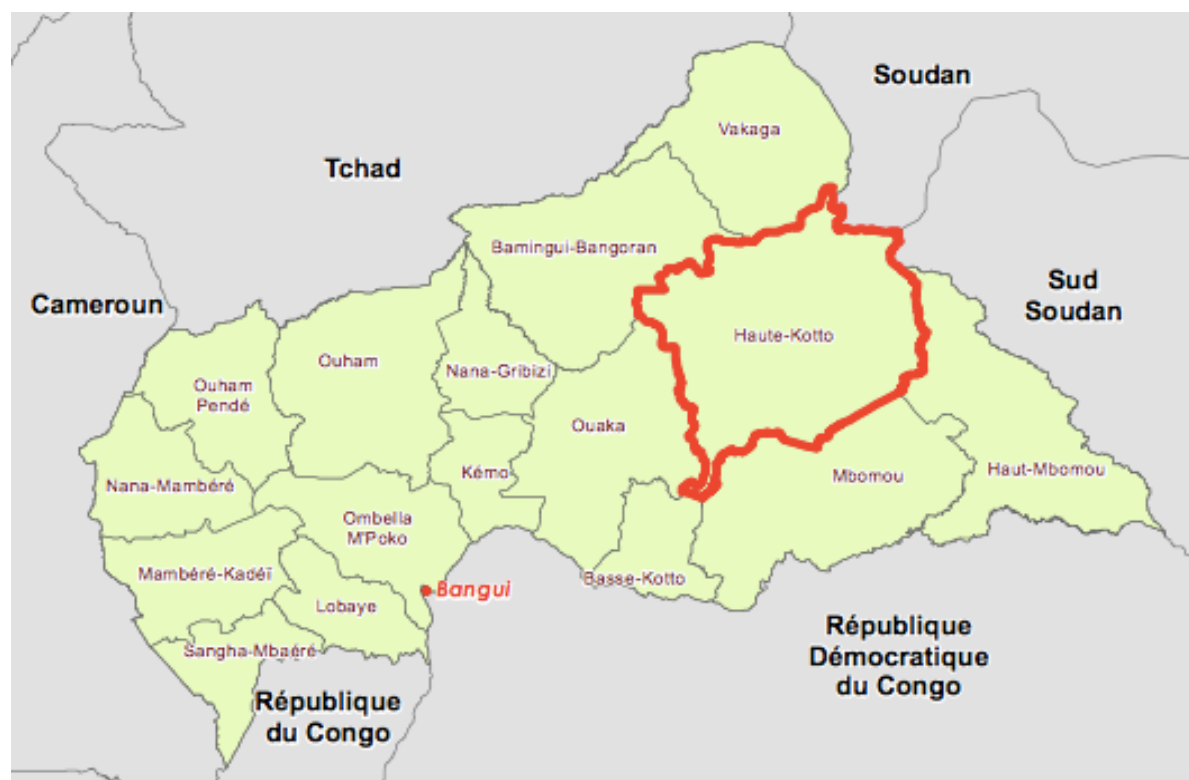
A l'attention des bailleurs de fonds

- Financer des programmes communautaires de formation et réinsertion socioprofessionnelle qui contribuent à la réussite de la réintégration durable des jeunes ex-combattants et des jeunes à risques dans leurs communautés.
- Financer les organisations nationales et internationales qui travaillent sur les questions de réduction de la violence communautaire, de protection communautaire et de prise en charge des victimes de violences sexuelles et sexistes et des programmes de prise en charge socio-économique des communautés affectées par la crise actuelle.
- Financer la restauration de l'autorité de l'Etat, les projets de renforcement des structures communautaires de protection et la mise en place des services essentiels dans la Haute Kotto.

A l'Union Africaine, la CEEAC, L'Union Européenne et le Conseil de Sécurité

- Continuer à soutenir le dialogue politique avec l'ensemble des parties prenantes aux processus de paix, y compris les groupes armés non étatiques basés dans la Haute-Kotto.
- Maintenir l'intérêt pour la Centrafrique et améliorer la réponse internationale et régionale en proposant des solutions durables de sécurité pour des préfectures comme la Haute-Kotto.

Carte de la RCA et de la Haute Kotto



1 OBJECTIF ET METHODOLOGIE

Cette note a pour objectif de présenter les nouveaux types de violence et de menaces que subissent les civils depuis le retrait des groupes armés non étatiques de la ville de Bria vers sa périphérie afin d'inviter l'État et la communauté internationale à améliorer leur réponse de toute urgence. Elle présente l'environnement dans lequel vivent les populations civiles encore sous l'influence des groupes armés et d'un État affaibli. Elle analyse les défis et les réponses limitées de l'État et de la MINUSCA et fait des recommandations pour que le nouveau mandat de la MINUSCA récemment adopté soit mieux interprété et mis en œuvre dans la Haute-Kotto. Le but est de lever le voile sur cette région méconnue et oubliée, contrôlée par des acteurs violents dont les activités ont un impact néfaste sur la société.

La démarche méthodologique a consisté en une recherche qualitative. Elle est en effet fondée sur des entretiens semi-structurés et non structurés, des questionnaires élaborés et sur l'analyse de la base de données protection d'OXFAM pour 2015-2016. Oxfam a un programme de protection communautaire dans la Haute-Kotto qui couvre à la fois la ville de Bria et les axes ruraux. Il consiste en la mise en place et au renforcement des capacités de comité de protection communautaire (CPC) qui facilite le recensement et le référencement des personnes victimes d'exactions aux seins de la communauté.

Le travail de terrain et les enquêtes ont été menés auprès de 192 personnes dans la ville de Bria et ses environs, notamment les villages sur l'axe menant à Yalinga (150 km de Bria). L'échantillon ciblait donc les ONG, les autorités et agents de l'État, les groupes armés, les personnels de la MINUSCA, des organisations communautaires locales, les groupes de femmes leaders, les femmes victimes de violences basées sur le genre, des déplacés de la RA, les associations de jeunesse et le personnel soignant des centres de santé. Sur ces 192 personnes, 68 ont été consultées lors d'entretiens individuels (une vingtaine de femmes), 54 ont rempli des questionnaires et 70 autres ont été consultées lors de 9 groupes de discussion de 7 à 8 personnes chacun, dont 4 constitués uniquement de femmes.

2 INTRODUCTION

République Centrafricaine : de la crise silencieuse au drame humanitaire

Si la République centrafricaine (RCA) est aujourd'hui un pays où les civils sont exposés à des violations et violences multiformes¹, c'est sans doute parce que la crise silencieuse qui y sévissait depuis plusieurs années n'a pas trouvé de solution idoine et a finalement éclaté. En 2011, un rapport de MSF estimait que le taux de mortalité du pays était globalement supérieur au seuil d'urgence². Cela n'a pourtant pas suffi à mobiliser une aide conséquente de la part de la communauté internationale ni de résoudre les problèmes de corruption et de mauvaise gouvernance qui affectait l'aide en cours.

Malgré les nombreuses crises qui ont affectées le pays, la Centrafrique a toujours été une crise oubliée par les bailleurs internationaux. Le financement des différentes crises humanitaires et des programmes de lutte contre la pauvreté a rarement atteint les montants sollicités pour répondre aux besoins des populations et suivi une logique décroissante d'années en années. En cinq ans, (entre 2011 et 2016), quatre³ conférences de bailleurs ont été organisées pour le soutien de la RCA et aucune d'elle n'a mobilisé suffisamment de fonds pour répondre aux besoins identifiés par les acteurs humanitaires et de développement⁴. Bien avant, en 2007, Les annonces faites par les partenaires au développement lors de la table ronde organisée à Bruxelles se sont traduites par des engagements inférieurs aux attentes, puisque seuls 26 % des engagements pris ont été honorés⁵.

Lorsqu'en 2013 des affrontements intercommunautaires éclatent dans le pays, ces derniers ne font qu'empirer une situation déjà préoccupante en dévastant complètement des structures sociales encore fragiles, plongeant le pays dans la pire crise humanitaire de son histoire. Trois ans plus tard, le pays compte encore près de 384,884 de personnes déplacées à l'intérieur et 467,960 à l'extérieur du pays⁶ au 30 septembre 2016. Le PAM⁷, estime qu'environ 2 millions de personnes, soit la 40% de la population, souffrent d'insécurité alimentaire et seulement 35 % de la population ont accès à l'eau potable⁸.

Ce pays enclavé d'Afrique centrale peuplé d'à peine 4,6 millions d'habitants a, depuis son accession à l'indépendance en 1960, une histoire politique jalonnée d'éphémères processus démocratiques, de coups d'État, de rebellions et de mutineries. Un rapport du Haut-commissariat des droits de l'homme estime que « le pays a un manque historique d'infrastructures, qui entraîne une exclusion spatiale et géographique de la population et exacerbe la pauvreté en milieu rural »⁹. L'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine affirme que « depuis son indépendance, la RCA n'a jamais connu une gouvernance politique stable et pérenne. L'État centrafricain n'existant qu'à Bangui, la capitale, l'arrière-pays a toujours été et reste un terrain fertile pour la prolifération d'armes et de groupes armés de toutes sortes. L'autorité de l'État et le fonctionnement des institutions publiques, y compris les organes judiciaires, n'ont jamais atteint un niveau d'effectivité satisfaisant sur tout le territoire centrafricain »¹⁰.

Malgré son potentiel humain, agricole et minier, la République centrafricaine était classée au 187^e rang (sur 188) sur l'indice du développement humain du PNUD en 2015¹¹. Concernant le respect des droits humains, l'absence d'une politique volontariste de lutte contre l'impunité n'a pas permis au pays de mettre en œuvre les différents instruments de protection et de promotion des droits de ses citoyens auxquels il est partie¹².

Lorsque le pays bascule en décembre 2013 dans une série de violences et représailles, la population est déjà dévastée depuis plusieurs décennies par la pauvreté et les maladies, la faim et la grande criminalité. La contre-offensive des milices dites chrétiennes anti-balaka contre le gouvernement des ex-seleka dirigé par son leader Michel Djotodia ne fait que précipiter dans le gouffre un pays qui, neuf mois plus tôt, lors de la chute du président François Bozizé, était déjà laminé par de graves violations de droits humains et des exactions ciblant la population civile¹³. Au soir du 5 décembre 2013, l'ampleur des violences intercommunautaires à Bangui et à travers le pays fait craindre un nettoyage ethnique contre les musulmans qui se réfugient en majorité dans les pays voisins¹⁴.

Le conflit est pourtant ancien puisque de nombreux groupes armés présents au nord et à l'est du pays avaient formé une « coalition » (seleka en Sango, la langue officielle) qui avait déclenché une nouvelle guerre, reprochant déjà au président Bozizé le non-respect des accords de Libreville signé en 2008 et en 2013¹⁵. En Centrafrique, les groupes armés ont réussi au fil des années à se constituer un passé guerrier à travers la conquête de plusieurs villes et le contrôle des réserves minières qui attisent leur appétit. Les racines de cette crise reposent alors sur la pauvreté, la faillite d'un Etat décrit comme fantôme, la prédation des groupes armés en quête de ressources naturelles comme le diamant¹⁶.

Haute-Kotto : une région oubliée ?

Les différents groupes militaro-politiques qui ont entraîné la lente déstructuration de l'Etat centrafricain se sont établis dans la Haute-Kotto en y semant la désolation dès 2005. La région est coutumière de mouvements armés qui se construisent et se déconstruisent sur fond de rivalités ethniques¹⁷, de contrôle des zones diamantifères¹⁸ et de revendications politiques¹⁹. La pauvreté dans les communautés minières incite par ailleurs les groupes marginalisés à rejoindre les rangs rebelles contre le gouvernement de François Bozize pour améliorer leurs conditions de vie²⁰, créant ainsi une culture de violence endémique.

La Haute-Kotto est aux mains de nombreux groupes armés depuis 2006. La Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) et l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), sous fond de rivalités ethniques (Dunga et Gula), opèrent dans nord et le nord-est de la RCA en réclamant le développement de cette région tout en contrôlant les ressources naturelles. En 2011, les affrontements entre les deux groupes et contre l'armée nationale se sont soldés par des massacres, des incendies de maisons et des déplacements généralisés dans les zones autour de Sikkikede, Bria et Sam-Ouanadja. Quelques 12 000 réfugiés ont fui vers le Tchad voisin et 6 000 autres ont rejoint la ville de Bria en septembre 2011. Ceux qui sont restés se retrouvent dans une impasse, isolés de toute aide extérieure et dans l'impossibilité de fuir²¹.

« Je viens du village Awalawa où les ex-seleka ont établi leur base pour traquer la LRA. Là-bas, les femmes sont devenues une monnaie d'échange pour ces soldats qui prétendent nous offrir leur protection. Ils n'hésitent pas à frapper tard dans la nuit à la porte de foyers en concubinage pour y enlever les femmes. D'autres vont jusqu'à demander aux hommes mariés de leur "prêter" ou de leur "louer" leur femme. Nous ne demandons qu'une seule protection : celle de l'État. La LRA n'est passée qu'une seule fois, mais ces soldats sont là, ils ont établi leur campement ici, et pour notre malheur, leurs exactions multiplient de jour en jour ».

Femme de Daba lors d'un groupe de discussion

La naissance de la coalition Seleka est liée à la préexistence de ces groupes dans l'est du pays. Les violences contre les civils ne sont pas une nouveauté mais sont exacerbés par de nombreux mercenaires venus du Tchad et du Soudan pour s'emparer du pouvoir à Bangui²². Après la perte du pouvoir par la Seleka en janvier 2014, les différentes factions du groupe armé se sont installées dans la préfecture sous de nouvelles appellations. Il s'agit de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de Centrafrique (RPRC). Outre cette dynamique endogène, la présence depuis une dizaine d'années de la LRA (en provenance de la RDC et de l'Ouganda) dans la zone de Obo a fini, à force de négligence, par prendre une ampleur régionale²³. Ce groupe a récemment étendu sa zone d'influence jusqu'à 18 km de la ville de Bria²⁴. L'explosion ultérieure des tensions sectaires a non seulement relégué la crise de la LRA au second rang, mais elle a aussi créé plus d'espace pour que la LRA puisse opérer.²⁵

« Aujourd'hui, nous sommes capables de ramener la paix dans la ville de Bria et ses environs. Même si nos méthodes ne sont pas recommandables, elles permettent d'assurer la sécurité. »

Témoignage d'un membre d'un groupe armé

À l'heure actuelle, alors que la préfecture compte près de 113 500 habitants, environ 40%, soit 45 100 personnes, ont besoin d'assistance humanitaire et de protection²⁶ et 15 000 autres ont fui leur résidence et vivent dans des familles d'accueil²⁷. Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) d'avril 2015, 22 % de la population de la Haute-Kotto est en situation d'insécurité alimentaire. L'insécurité continue de constituer un frein à la reprise des activités économiques et agro-pastorales dans les zones rurales. Depuis 2012, les opportunités économiques permettant d'assurer les moyens de subsistance ont fortement diminué, notamment à cause de l'effondrement du secteur diamantifère sous embargo et des graves perturbations des marchés locaux²⁸. En effet, en 2013, la connexité entre l'exploitation du diamant et le financement du conflit et des groupes armés a poussé le processus de Kimberly à suspendre la Centrafrique et imposer un embargo sur l'exportation de son diamant²⁹.

Face à tout cela, la réponse étatique et internationale reste faible. Les témoignages recueillis auprès de la population relèvent un sentiment d'abandon et d'oubli. Dans le cadre de la LRA par exemple, la MINUSCA, qui s'est limitée à une coordination et des échanges d'informations avec la force régionale de l'Union africaine et les forces spéciales américaines, est critiquée par les populations des zones rurales exposées à toutes formes d'exactions³⁰. L'ampleur des menaces et des violences dans cette région appelle une plus grande présence et robustesse de la Mission à la fois sur les plans civils et militaires.

3 ZONES HORS DE CONTRÔLE, CIVILS NON PROTÉGÉS

Le retrait des groupes armés de Bria vers les zones rurales a conduit à une situation de violence armée constituée d'agressions et de privations de tous genres perpétrées sur les populations majoritairement paysannes. Ces zones hors du contrôle étatique et sous influence des groupes armés et autres organisations criminelles qui opèrent en toute impunité bénéficient d'une faible protection de la MINUSCA.

La majorité des personnes interrogées lors de l'enquête affirment, d'une part, que les éléments de la LRA ont multiplié les attaques sur les axes en direction de Bria début 2016³¹. D'autre part, elles affirment que les ex-combattants seleka, au prétexte d'offrir un semblant de protection en lieu et place d'un État affaibli, imposent des mesures drastiques et des privations, et s'adonnent à des agressions physiques et sexuelles, abusant ainsi des populations qu'ils prétendent protéger.

Violences, coercitions et privations par les groupes armés

L'absence de l'État dans les régions reculées de la Haute-Kotto profite aux trois factions de l'ex-seleka qui y sont présentes. À la faveur du vide institutionnel, elles sont devenues des « autorités de facto » et se sont proclamées « protectrices » des populations. Elles ont fixé des règles visant à maintenir l'ordre public.

Entre Bria et Yalinga, au moins 2 check-points permanents ont été établis par les ex-seleka à Iramou et à Awalawa afin de combattre les éléments de la LRA et de sécuriser la population. Sur cet axe qui est resté inaccessible entre novembre 2015 et mars 2016, des combats ont eu lieu autour d'un site minier dans le village Kpokpo à 117 km de Bria, provoquant le déplacement de 3100 personnes. Les ex-seleka affirment avoir effectué des missions conjointes entre les 3 factions et livré des batailles contre des combattants de la LRA sur les axes Ouadda, Ouaka et Ippy, surtout autour de sites miniers³².

Pour les communautés interrogées, la mobilisation des ex-seleka pour combattre la LRA est plus motivée par le contrôle du potentiel minier de la région que par la protection de la population, comme en attestent les exactions commises contre les civils dans cette zone. Des femmes rencontrées dans les villages de Titi à 45 km de Bria et d'Awalawa à 80 km de Bria confient qu'elles y sont exploitées sexuellement en contrepartie de la sécurité proposée par ces groupes armés.

Plusieurs autres témoignages révèlent par exemple que des paysans, ne pouvant compter sur l'État dans la région, sont obligés pour leur propre survie de coopérer avec ces différents groupes armés en s'acquittant de taxes ou en acceptant d'autres mesures arbitraires. Ce faisant, ils concèdent malgré eux une certaine légitimité, voire une forme d'utilité sécuritaire, à la présence des groupes armés.

« Sous prétexte de chasser les Tongo-Tongo (LRA) de la région, les ex-seleka nous taxent sur tout. Seul en vélo, tu dois payer 500 FCFA; un sac de farine de manioc est taxé à 1 000 FCFA ; un panier rempli de viandes de brousse est taxé à 5 000 FCFA. Ils se rendent dans les chantiers d'or et de diamant, ciblent les artisans miniers, infligent des taxes de 5 000 FCFA par personne. Si tu refuses de payer, tu es passé à tabac ».

Un habitant de Daba

Pour les profiteurs de la guerre que sont les groupes armés, le gain économique est sans précédent. Cela renforce l'intérêt politique que les groupes armés non étatiques gagnent dans la zone en fournissant une éventuelle sécurité que l'État n'est toujours pas capable de délivrer surtout dans les zones rurales. Le risque est alors la continuité de l'érosion du pouvoir et de la perception de l'Etat et le développement de "souverainetés duales" qui se disputent l'allégeance et la légitimité³³. Dans plusieurs préfectures de la RCA où les groupes armés exercent encore leur influence, les populations ont affirmé lors d'entretiens qu'elles paient une forme d'impôts lors de passage sur les barrières établies sur les axes routiers par les groupes armés.

Disputes entre éleveurs et agriculteurs: une crise ancienne et nouvelle

« Avant le déclenchement de la crise centrafricaine à la fin de l'année 2012, le pastoralisme était déjà depuis plusieurs années une source de violence en zone rurale, particulièrement entre éleveurs et agriculteurs »³⁴. Les éleveurs sont majoritairement des peuls musulmans et les agriculteurs des chrétiens animistes. Les affrontements entre anti-balaka et ex-seleka ont donc eu un impact considérable sur cette réalité traditionnelle.

En général, ce sont les éleveurs peuls qui ont été considérés systématiquement comme complices des ex-seleka³⁵. « La pression grandissante des anti-balaka et des coupeurs de route désireux de voler du bétail a poussé les éleveurs peuls de l'ouest et du centre du pays à fuir vers les villes de l'est, y compris la Haute-Kotto »³⁶. Cette arrivée massive a exacerbé les relations déjà tendues avec les agriculteurs et accéléré l'insécurité. Pour se protéger, les peuls ont aussi eu recours aux armes, ce qui a accru les tensions entre communautés. Désormais, certains peuls Mbororo se déplacent sans cesse dans la brousse en étant armés. Pris au piège par les groupes armés, ils ont utilisé des armes de guerre et se sont adonnés à des actes criminels au cours de la crise actuelle³⁷. De leur côté, les peuls de Bria rapportent lors de nos entretiens que dans la Haute-Kotto, les éleveurs étaient traditionnellement armés de poignards ou de fusils pour protéger leurs bêtes, mais se sont procurés des armes de guerre pour faire face au niveau de violence dans lequel ils se sont retrouvés³⁸.

Lors de focus group avec les agriculteurs sur l'axe vers Yalinga, qui vivent essentiellement de leurs cultures, de la chasse et de la pêche, il ressort qu'ils souffrent de la présence des éléments armés de l'ex-seleka et des éleveurs peuls armés. Ils ne peuvent pas accéder librement à leurs champs. Les éleveurs qui y font paître leurs troupeaux les empêchent d'y accéder librement. La présence des éléments de l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) a contribué à créer plus de confusion entre les peuls éleveurs armés ou non armés, ceux sédentaires et semi-sédentaires et ceux membres de l'ex-seleka. « Il existe à Bria, la psychose du Peul. Les populations les accusent de tout et sont effrayées rien qu'à leur passage »³⁹. Les représentants des peuls basés à Bria dénoncent non seulement l'absence d'autorité étatique capable d'établir des bases de cohabitation entre éleveurs et paysans cultivateurs, mais condamnent aussi les paysans qui, pour se venger, abattent des bœufs dont la valeur dépasse de loin celle des champs saccagés⁴⁰.

« Il y a un vieux projet de délimitation des zones de pâturage entre les parties prenantes, mais l'État est incapable de mettre ce projet en œuvre. Tout le monde s'accorde à dire que la réactivation de ce projet et son exécution effective peuvent apporter un début de solution au conflit entre éleveurs et agriculteurs ».

Discussion avec un leader peul de Bria

« Les Mbororo sont armés. S'ils te croisent sur le chemin du champ, ils te menacent et confisquent tes produits. Nous vivons dans la peur si nous voulons nous rendre au champ ».

Un agriculteur de Titi

« Le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs dure depuis des années dans la région. L'État est incapable de trouver une solution à cela. Un bœuf coûte au minimum 400 000 FCFA. Si un cultivateur tue le bœuf d'un éleveur, la justice est incapable de condamner le coupable à dédommager la victime. Ce qui pousse souvent les éleveurs à s'auto-défendre ».

Un éleveur de Bria

Les entretiens avec les leaders communautaires lors de la recherche révèlent que, la crise a gravement érodé le pouvoir des autorités traditionnelles, principales gestionnaires des différends intercommunautaires. Dans beaucoup de cas, les groupes armés règlent eux-mêmes ces disputes. L'émergence à Bria d'un comité de sensibilisation composé de leaders traditionnels et religieux locaux a permis de restaurer progressivement cet ordre ancien surtout en évitant les affrontements intercommunautaires.

Attaques et exactions de la LRA: la crise oubliée

Depuis son arrivée en RCA en 2008, la LRA (ou « Tongo-Tongo » dans la langue locale) a progressivement gagné du terrain en Centrafrique, même si elle a enregistré beaucoup de défections. Ses opérations ont durement affecté la Haute-Kotto en 2016. Les attaques de la LRA perturbent les communautés touchées non seulement parce qu'elles sont imprévisibles⁴¹, mais aussi parce qu'elles ciblent des civils et s'attaquent à presque tous les moyens de subsistance communautaire en RCA : la chasse, l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière, l'élevage de bétail et le commerce des marchandises⁴².

En 2016, ce groupe a modifié son mode opératoire. Il a fondé sa lutte sur des pratiques prédatrices en vue d'assurer sa survie et opère en groupuscules. Les jeunes rencontrés lors des groupes de discussion parlent de bandes d'une vingtaine d'hommes cherchant dorénavant à contrôler des zones minières. De plus, la violence de leurs attaques dévastant des villages entiers a fait croire à la MINUSCA qu'il ne s'agissait pas uniquement de la LRA⁴³.

Des attaques répétées ont été signalées en janvier 2016 dans plusieurs villages sur l'axe menant à Yalinga. Les femmes rencontrées dans le village de Titi (à 42 km de Bria) expliquent que lors de ces attaques, il est fait mention de pillages systématiques des greniers et des biens par les ravisseurs⁴⁴, de violences physiques et sexuelles⁴⁵, de prises d'otage des hommes valides pour servir de « mules » pour transporter les butins, des femmes et filles considérées comme « épouses » des combattants, et des enfants, très souvent pour être enrôlés comme enfants soldats. Les jeunes de ce village racontent qu'ils ont été pris en otage, puis libérés par la LRA. Il ressort de leurs témoignages qu'ils étaient au total 24 otages; 22 ont été libérés et 2 autres sont encore maintenus en captivité dans la brousse. Il faut souligner que les nombreuses attaques perpétrées par la LRA dans la région ont non seulement causé le déplacement de 3 133 personnes déplacées entre Novembre 2015 et Mai 2016, dans les sites et familles d'accueil, mais aussi fragilisé pour une longue durée les paysans qui ont vu toutes leurs récoltes et provisions pillées et/ou brûlées. Les agressions de la LRA en 2016 visent particulièrement les communautés minières et les l'est de Bria dans la Haute-Kotto⁴⁶.

Les enlèvements restent les exactions les plus élevées. La base de données protection d'Oxfam révèle qu'entre mars 2015 et Avril 2016, au moins 34 cas d'enlèvements et de blessures par balles perpétrés par la LRA ont été signalés par des proches, dont 32 contre des hommes. Ces enlèvements ont continué puisqu'au total, la LRA a enlevé 344 civils au cours de 122 attaques entre janvier et juin 2016 dans l'est de la RCA⁴⁷.

« Je faisais partie des gens qui ont été kidnappés par les Tongo Tongo qui étaient arrivés dans notre village en février 2016. Nous étions au nombre de 25 à être forcés à porter leurs effets durant cinq jours dans la brousse. Ces rebelles ne nous ont pas violentés. Nous préparions ensemble des haricots que nous mangions avec eux durant ces jours de captivités. Après cinq jours de marche, nous étions arrivés dans une clairière. Après nous avoir fouillés un à un, ils nous ont libérés. Deux jeunes sont encore restés entre leurs mains. »

Un jeune du village de Daba

Dans la Haute-Kotto, les zones hors de contrôle majoritairement rurales, et sous l'influence de la LRA sont fréquemment privées de l'aide humanitaire et de l'accès aux services de base tels que l'eau, l'éducation et la santé. De même, l'absence de l'État dans une grande partie de la Haute-Kotto, depuis des décennies, est un obstacle à l'accès à ces services essentiels⁴⁸. L'accès humanitaire est très souvent restreint dans les zones hors de contrôle de l'État et de la MINUSCA. Sur les axes vers Yalinga, Irabanda ou Ouadda, les ONG humanitaires (dont Oxfam) ont à plusieurs reprises et durant plusieurs mois suspendu leurs activités à cause des violences et de l'insécurité avec des conséquences directes pour les populations⁴⁹.

Violences sexuelles et sexistes : une réalité sournoise ?

Les violences et les discriminations commises à l'encontre des femmes existaient déjà dans la Haute-Kotto. Les femmes de Bria qui combattent ces violences et prennent en charge les victimes depuis plusieurs années ont affirmé au cours des rencontres que ces violences, qui étaient déjà sournoises avant la crise, sont devenues plus complexes et difficilement identifiables avec l'arrivée d'hommes en armes dans la ville.

Par ailleurs, 60 % des cas de protection signalés en 2015 à Oxfam sont des violences perpétrées à l'encontre des femmes, dont 10 % de viols et d'agressions sexuelles. Déjà au niveau pays, sur la même période 60000 cas de violences sexuelles et sexistes ont été perpétrés, dont 94% sur des femmes et des filles⁵⁰. Les femmes de Bria qui ont participé aux groupes de discussion mentionnent de nombreux autres cas de violence (mariage précoce et forcé, mutilations génitales féminines) peu ou pas documentés dans des endroits isolés où les victimes, par restrictions culturelles, par manque de personnel de santé ou par manque de moyens de se déplacer en ville, préfèrent garder le silence. Elles estiment que la situation actuelle, avec l'absence d'un appareil judiciaire⁵¹, ne leur permet pas de s'y opposer ou de s'y dérober.

D'autres groupes de discussion menés notamment auprès des Comités de Protection Communautaire, de la police et de la gendarmerie, ont révélé une recrudescence de violences domestiques dans la ville. Ces violences affecteraient principalement les femmes et les enfants qui sont soumis à de sévères et violentes corrections susceptibles de provoquer de graves blessures. Tout cela semble être encouragé par l'augmentation du chômage dû au déclin des activités minières. Bien que l'embargo sur le diamant soit un début de solution au financement du conflit, il a affecté, sans proposer d'alternatives les moyens de subsistance d'environ 10% de la population qui dépend directement de ces activités. Le retour et l'ennui des mineurs sans occupation dans la ville encouragent les violences. Parfois, dans le cadre des projets *cash-for-work*, organisés par les acteurs humanitaires en vue de renforcer les moyens de subsistance des ménages vulnérables, c'est le mari qui se présente pour encaisser l'argent à la place de son épouse enregistrée⁵². D'après les entretiens réalisés avec les organisations intervenant dans le domaine de la protection, il ressort qu'une bonne partie des problèmes de couple sont liés au fait que les femmes sont privées des possibilités de mettre en œuvre une activité génératrice de revenus.

« Nous avons dû venir à pied. Nous n'avions pas d'autres moyens de transport. Nous avons fait 64 km à pied vers Bria. Étant donné que je suis le chef du village, j'ai été victime d'agressions. Ils m'ont battu et j'ai eu des problèmes. C'est encore douloureux ».

Un habitant du village d'Aza

« Une femme enceinte a été récemment battue par son mari pour une raison liée à sa réaction contre le fait qu'il décourage constamment, l'abandonne à la maison et ne s'occupe pas d'elle ».

Responsable d'une ONG locale

Les accusations de sorcellerie

En plus du caractère culturel les violences liées aux pratiques de sorcellerie ont pris une envergure inquiétante dans la région de la Haute-Kotto, tout comme dans l'ensemble du pays depuis le début de la crise, notamment du fait de l'absence d'administration judiciaire, laissant la place à la justice populaire très souvent ordonnée par les groupes armés. Les personnes accusées de sorcellerie sont en majorité des personnes âgées et des enfants. Les hauts responsables de la MINUSCA interrogés à ce propos ont confié que depuis la mise en place des réseaux d'alerte dans chaque quartier pour des réponses rapides, les justices populaires sur fond d'accusation de sorcellerie ont des dénouements moins tragiques pour les victimes. Une autorité locale de Bria a révélé que les victimes de ces accusations préfèrent la prison, non par expiation d'une faute commise, mais pour échapper au lynchage. Hors de la ville, les victimes sont contraintes de se réfugier dans d'autres villages. Cependant, il suffit que le bruit de cette accusation soit rapporté dans ce village pour les obliger à fuir vers un autre endroit.

« Les victimes des accusations de sorcellerie préfèrent la prison, non par expiation d'une faute commise, mais pour échapper au lynchage ».

Autorité administrative de
Bria

4 FAIBLESSE DE L'ÉTAT DANS LA HAUTE-KOTTO

La présence des groupes armés et la perte de l'autorité de l'État ont eu pour conséquences l'émergence de nombreux problèmes sociaux, la pauvreté et l'injustice sociale qui aujourd'hui perdurent malgré le retour progressif de la stabilité. La restauration de l'autorité de l'État et le retour du personnel administratif local n'ont toujours pas permis un an après de régler les troubles sociaux découlant de ce conflit armé. Toutes les personnes interrogées, y compris les groupes armés et les victimes, affirment que la manière la plus efficace de protéger les populations réside en la capacité des organes de l'État à faire leur travail.

Absence de moyens et manque d'effectifs administratifs

Les discussions avec la police et la gendarmerie nationales censées assurer la sécurité publique révèlent qu'elles sont en sous-effectif et qu'elles manquent de moyens⁵³. Le commissariat de police de Bria compte seulement 6 policiers et la gendarmerie 13 gendarmes pour une population de 113 500 personnes, soit un ratio d'un agent des forces de l'ordre pour 5 974 habitants (1:5974).

Face aux nombreux cas d'agressions physiques et braquages signalés dans la ville et ses environs, les forces de l'ordre sont dans l'impossibilité d'intervenir. La police et la gendarmerie craignent que toute tentative d'arrestation ciblant surtout les ex-combattants toujours armés puisse dégénérer.

Parallèlement, l'appareil judiciaire demeure encore fragile. Le Tribunal de grande instance de la Haute-Kotto n'a toujours pas de salle d'audience. La sécurité du Président du Tribunal et du Procureur, de retour en ville, n'est pas assurée. La justice fonctionne donc difficilement et risque de demeurer inefficace aux yeux des justiciables. De fait, l'impunité croissante encourage la création de groupes d'auto-défense et les violences à l'arme blanche augmentent. Les conditions sécuritaires et de travail ont poussé de nombreux fonctionnaires à abandonner leur poste.

Face à cette contrainte, l'initiative du Sous-préfet de mettre sur pied une réunion de sécurité hebdomadaire à laquelle participent les autorités locales, la MINUSCA, les responsables des groupes armés, les responsables des associations et quelques ONG internationales permet une mutualisation des efforts et contribue à établir une bonne collaboration entre acteurs. Cette réunion assure le respect général des décisions prises ensemble et offre un canal de communication essentiel au dialogue entre les parties.

« La police reçoit des coups de fil de menace de la part des responsables des ex-combattants à chaque fois qu'un des leurs est interpellé suite à des actes d'agression ».

Un haut gradé de la police de Bria.

« La dernière fois que nous avons vu passé un représentant ou même un véhicule de l'État ici, c'était il y a 4 ans en 2012. Depuis, nous subissons toutes formes de violence sans aucune protection ».

Témoignage d'une femme dans le village de Titi dans le cadre d'un groupe de discussion

« Les conditions actuelles ne permettent pas au Tribunal de siéger. Les cas référés par la police et la gendarmerie sont plutôt réorientés vers Bambari ».

Auxiliaire de justice, Bria

Insuffisance de la réponse de l'Etat face aux problèmes sociaux post-transition

La Haute-Kotto recouvre toutes les problématiques relatives à la pauvreté, la criminalité, l'usage des drogues, la prostitution, les ruptures familiales, la corruption politique, la violence et les actes de justice populaires fréquents. De l'avis des responsables de la police de la MINUSCA basés à Bria, le moindre incident risque de s'enflammer et de provoquer des violences communautaires.

Les services du ministère des Affaires sociales et de la réconciliation nationale présents dans la ville se limitent à trois personnes sans moyens logistiques ni outils informatiques et bureautiques pour travailler. Les capacités limitées du centre social ne suffisent pas pour répondre à l'ampleur des problèmes sociaux de la sous-préfecture.

Lors des discussions avec des groupes de jeunes il apparaît que la pauvreté et le manque d'opportunité professionnelle favorisent la prise de stupéfiants qui aggrave la criminalité dans la ville de Bria. Bien qu'étant un médicament, le tramadol est utilisé en guise de stupéfiants et ses effets euphorisants ont des conséquences néfastes⁵⁴.

L'absence de sécurité et d'ordre public a favorisé l'émergence des pratiques d'auto-défense. Dans un environnement de plus en plus violent et exacerbé par la consommation de drogue, le port et l'usage d'armes blanches est devenu un mode d'autoprotection adopté par tous les jeunes dans la Haute-Kotto. Il ressort des entretiens avec plusieurs groupes de jeunes, femmes et de leaders communautaires que la généralisation du port d'arme blanche comme moyen d'auto-défense découle de l'absence de l'État⁵⁵.

Le port d'arme blanche n'est pas nouveau dans la région et répond à une pratique culturelle bien canalisée et servant aux éleveurs peul Mbororo d'instrument pour défendre leur bétail contre les animaux sauvages dans les pâturages⁵⁶.

Désormais, la demande en couteaux est très élevée puisque tout le monde en fait usage. Avant la crise, la majorité des couteaux utilisés à Bria étaient importée du Soudan et coûtait environs 3500 FCFA l'unité. Depuis la crise en 2013, la production et la clientèle locale a augmenté au point de tripler. Désormais un couteau vaut moins de 1000 FCFA et est facilement accessible. Un membre du Comité de protection communautaire a révélé qu'un de ses proches, vendeur de couteaux, avoue recevoir par mois au moins 2 000 clients contrairement à près de 500 avant la crise. Les jeunes interrogés expliquent que l'absence de justice et l'impunité manifeste les a poussés à assurer eux-mêmes leur propre protection.

D'après les personnes interviewées dans le cadre de cette étude, il apparaît donc que l'absence de protection de la part de l'État favorise l'émergence de la violence sociale dans la Haute-Kotto. Le pouvoir central n'exerce pas encore suffisamment son autorité sur cette partie du territoire. L'État dans ses différentes composantes n'offre pas une sécurité juridique efficace face aux cas de violence ou de violation des droits de la population de la Haute-Kotto. Divers témoignages recueillis déplorent l'absence de l'État, surtout dans les zones rurales. La justice institutionnelle notamment souffre d'une perte de confiance, surtout dans la communauté musulmane qui estime être discriminée par l'administration judiciaire.

« J'utilise le tramadol depuis 4 ans. Cela me donne de l'énergie et me fait oublier les problèmes »

Jeune homme de 22 ans
Bria

« Le tramadol, est très utilisé par les jeunes et surtout les ex-combattants. On en trouve à Bangui, à Bambari, voire à Ndélé. Il est fabriqué au Nigeria, puis transite par le Cameroun et le Tchad. Il n'y a aucun contrôle sur le commerce de ces médicaments qui arrivent dans la préfecture de la Haute-Kotto »

Entretien avec un leader
communautaire de Bria

5 MINUSCA : UN MANDAT SANS MOYENS ?

La MINUSCA a été créée en avril 2014 par la résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette force de 12 000 hommes a été mandatée sous le chapitre VII de la Charte des Nations unies pour protéger en priorité les civils. Elle opère dans tout le secteur Est qui, en plus de la Haute-Kotto, comprend les préfectures du Haut-Mbomou, le Mbomou et la Vakaga, sur un territoire équivalent à 41 % de la superficie totale du pays. Dans cette zone, elle a déployé au total 1 500 militaires (750 hommes pour le contingent zambien et 750 hommes pour le contingent marocain). Elle est dotée d'une police composée d'une vingtaine d'officiers et d'une section civile ayant une composante affaires civiles et politiques, DDRR, droits de l'homme et protection de l'enfance. Cette présence de près de 1 550 personnels militaires et civils est censée protéger une population de près de 113 000 habitants. Sa présence limitée dans certaines localités de la ville pourrait poser des questions d'effectifs et de capacités insuffisantes qui nécessitent d'être renforcées. Ceci implique donc l'urgence de reviser le déploiement des troupes dans la Haute Kotto. Une présence des Unités de Polices Constituées dans la ville de Bria pourrait favoriser l'augmentation de forces militaires dans les zones rurales.

« On a agressé quelqu'un devant la MINUSCA, mais la MINUSCA n'a rien fait ».

Groupes de Femmes à Bria

Un nouveau mandat axé sur la protection des civils : une interprétation difficile ?

Depuis septembre 2014, le mandat de la MINUSCA fait de la protection des civils une tâche prioritaire. Le nouveau mandat adopté par la résolution 2301 du Conseil de sécurité des Nations unies insiste sur la robustesse et la flexibilité de la mission et réaffirme le caractère urgent de cette tâche prioritaire.

Ce mandat manque toutefois de lisibilité et de réalisme. En effet, bien qu'ayant structuré le mandat en objectifs stratégiques et *tâches prioritaires tel que recommandé par le récent rapport du High-Level Independent Panel on UN Peace Operations (HIPPO)* en 2015 sur les missions de paix, le nouveau mandat entretient une confusion dans la hiérarchisation des tâches, toutes prioritaires, qu'il importe de relever.

Le mandat prescrit à la MINUSCA quatre tâches prioritaires : immédiates, principales, essentielles et supplémentaires, dont la mise en œuvre suivra une hiérarchisation par étape. Il ne définit pourtant pas la hiérarchie et les différentes étapes à suivre dans la réalisation de ces tâches. Enfin, l'urgence de la situation dans la Haute-Kotto suppose que dans la situation actuelle, toutes les tâches (protection des civils, DDRR, Reforme du Secteur de Sécurité, protection des droits de l'homme, restauration de la justice et de l'état de droit) sont urgentes et primordiales, si bien que leur hiérarchisation pourrait nourrir des frustrations déjà grandissantes au sein de la population et des autres parties prenantes. La mise en œuvre d'un tel mandat nécessite donc indubitablement l'augmentation des effectifs militaires, policières, pénitenciers et civils de la MINUSCA ainsi que leur redéploiement dans des zones comme la Haute Kotto où les groupes armés sont encore très actifs. La hiérarchisation pourrait donc intervenir dans les zones identifiées comme les plus exposées à l'influence et aux exactions des groupes

« Les forces de police et de gendarmerie nationale ne peuvent pas agir au-delà d'un rayon de 5 km de la ville de Bria. C'est la MINUSCA qui prend le relais et intervient dans certains quartiers comme à Bornou pour faire des patrouilles ou ramener l'ordre public ».

Discussion avec des officiels de la MINUSCA

armés. Ceci favoriserait non pas la hiérarchisation des tâches prioritaires de manière aveugle mais en fonction des réalités géographiques. L'opérationnalisation de ce mandat qui est en cours de développement devrait donc poursuivre une approche intégrée des actions militaires, civils et politiques et une réorientation dans des zones comme la haute kotto encore sous influence des groupes armés et où toutes ces tâches sont attendues avec la même ferveur depuis 2013. Les responsables de la MINUSCA rencontrés assurent que toutes ces tâches sont priorisées au même titre et devront être mises en œuvre de manière simultanée⁵⁷. Il reste alors au conseil de sécurité d'augmenter avec urgence les effectifs et le budget de la mission.

Par ailleurs, la place qu'occupe la LRA dans le mandat de la MINUSCA depuis 2014 reste dérisoire alors que le besoin de protection des populations dans cette zone est grandissant. Les exactions de la LRA sont devenues plus fréquentes dans des zones que la MINUSCA ne couvre pas suffisamment. Déjà sous l'ancien mandat, les attaques de la LRA entre novembre 2015 et mars 2016 avaient mis en doute le rôle de la MINUSCA dans la protection des civils affectés par ces violences. À l'époque, son mandat ne lui recommandait que d'assurer la coordination avec les forces ougandaises et américaines, là où la population espérait un déploiement et une présence des troupes dans les villages attaqués pour assurer sa protection⁵⁸. Le départ annoncé des forces ougandaises de la Centrafrique risque de créer un vide sécuritaire que le nouveau mandat n'a pas pris en compte dans la protection de populations vivant dans les zones sous l'influence de la LRA.

Des moyens insuffisants

Dans le cadre de son mandat (résolutions 2149 et 2217), la MINUSCA est intervenue militairement en février 2015 pour mettre fin à l'hégémonie des groupes armés de l'ex-seleka sur la ville de Bria. Les troupes de la MINUSCA ont aussi été sollicitées pour mettre fin à des épisodes consécutifs de violences intercommunautaires impliquant les éléments armés de l'ex-seleka en août 2015, qui ont eu pour bilan 5 morts, des maisons incendiées et plusieurs personnes déplacées⁵⁹. Pour les populations consultées à Bria, la volonté et la détermination de la MINUSCA sont appréciées. Ce sont les capacités et les moyens déployés pour répondre aux pics de violence qui font l'objet de reproches.

En effet, en plus de sa permanente à Bria, la MINUSCA n'a que des bases temporaires de moins de 50 personnels militaires avec des moyens limités dans les sous-préfectures de Yalinga, Ibando, Ouadda, Bongou et Sam Ouandja toutes exposées aux exactions de la LRA et autres groupes armés alors que le besoin de présence et de patrouilles est immense dans ces localités où vivent des ex-combattants et sur les axes où les groupes armés ont établi des barrières à partir desquelles ils taxent les civils.

Un résultat mitigé

Le niveau d'engagement des contingents varie, certains faisant preuve de lenteurs et d'immobilisme. Les groupes de discussion ont fait état de l'immobilisme des troupes marocaines face au dynamisme des troupes zambiennes.

« En août 2015, ils ont mis 1 heure pour venir alors que la ville était à feu et à sang. Le problème de la MINUSCA, c'est la lenteur. Elle a toutes les bonnes intentions du monde, mais sa lenteur remet tout en cause, y compris la confiance de la population ».

Un leader des groupes armés

« On voit peu la MINUSCA par ici, et l'administration ne vient jamais. On se demande simplement si on n'est pas oublié et abandonné par l'administration depuis belle lurette puisque nous sommes séparés de Bria par une rivière sans pont depuis l'indépendance. »

Discussion avec un leader communautaire du quartier Pk 18

La restauration de l'autorité de l'État et la cohésion sociale sont les points sur lesquels la MINUSCA a eu le plus d'impact. La réhabilitation des bâtiments de l'administration, le soutien au redéploiement des forces de l'ordre et le renforcement de leurs outils de travail ont permis le retour des agents de l'État. Pour améliorer son travail communautaire et sa réactivité face aux menaces, elle a mis en place un mécanisme d'alerte et de veille constitué de plusieurs points focaux identifiés et formés dans la ville et sur les différents axes d'intervention. Elle a également appuyé la cohésion sociale en renforçant les capacités de la société civile.

Villes sans armes, Pré-DDR ou DDRR : la grande inconnue ?

D'après son nouveau mandat, l'objectif stratégique de la MINUSCA est de réduire durablement l'influence des groupes armés et la menace qu'ils représentent. Dans ce cadre, le DDRR occupe une place importante au vu de la forte militarisation des groupes armés dans la Haute-Kotto. La MINUSCA a entrepris de faire de Bria une ville sans armes et une ville pilote pour le processus pré-DDR. Le pré-DDR est un processus transitoire initié en l'absence d'un programme national de DDRR adopté par les autorités nationales et à cause du manque de financements. Dans la Haute-Kotto, ce programme basé essentiellement sur l'Article 4 des Accords de cessez-le-feu de Brazzaville de juillet 2014 a été critiqué par les groupes armés.

En tout, 401 ex-combattants (dont 84 femmes) issus d'une seule faction de l'ex-seleka ont pris part à des activités consistant en l'exécution de Travaux à Haute Intensité de Mains d'Œuvre (THIMO) ciblant les adolescents. Les autres factions de l'ex-seleka que nous avons rencontrées ont refusé de participer au processus pour des raisons d'incompatibilités culturelles et d'inconsistances politiques. Pour ces dernières, le pré-DDR ne prend pas compte leurs revendications politiques, comme accéder au gouvernement. De plus, les activités de pré-DDR proposées ignorent les préférences professionnelles des combattants, ainsi que leurs habitudes culturelles et identitaires. Pour les groupes peuls par exemple culturellement connus comme éleveurs et commerçants, le choix des THIMO pour les activités de réinsertion professionnelle du pré-DDR ou même du DDRR est inapproprié⁶⁰.

De plus, les groupes armés rencontrés estiment leurs effectifs dans la zone à 1 500 éléments. La mobilisation de plusieurs ex-combattants dans les activités de pré-DDRR alors que ceux-ci n'étaient pas regroupés dans un site comme le prévoit l'article 4 des accords de Brazzaville a favorisé le retour dans la ville d'hommes violents aptes à faire usage de leurs armes de guerre ou d'armes blanches. Plusieurs enfants associés à ces groupes armés qui ont été impliqués dans les activités de pré-DDR y sont récemment retournés. Le taux élevé d'agressions physiques à l'arme blanche relevé dans la ville Bria montre bien que l'interdiction de l'usage des armes de guerre par la MINUSCA, dans une ville considérée « zone sans armes » n'a conduit qu'au remplacement des armes par les couteaux et des instruments de violence.

La non-adhésion de plusieurs combattants au pré-DDR et le retard du processus de DDRR favorisent le regroupement des différentes factions de l'ex-seleka dans la ville de Bria, qui accueille à nouveau des hommes armés. Cette situation pose alors la question de l'urgence de la mise en œuvre d'un programme de DDRR inclusif et durable.

« Nous sommes des peuls. Chez nous, creuser la terre est une tâche réservée aux esclaves. Nous sommes des commerçants ou des éleveurs. Un DDRR qui ne prend pas en compte ces aspects n'aura pas notre adhésion ».

Discussions avec des membres de groupes armés

« Nous n'avons pas pris les armes pour de l'argent. Les autres peut-être, mais pas nous. Nous voulons trois choses : être intégrés dans l'armée centrafricaine, obtenir le respect des droits et libertés des peuls et être reconnus comme citoyens centrafricain sans discrimination ».

Entretien avec les leaders des groupes armés peuls de Bria

Le DDRR étant au centre de la politique du nouveau gouvernement et constituant une tâche principale du nouveau mandat de la MINUSCA, il serait prudent dans la Haute-Kotto non seulement de s'attaquer aux questions politiques favorisant l'instabilité depuis des décennies, mais aussi de proposer des programmes de réinsertion socioprofessionnelle durable en accord avec les ex-combattants et leurs communautés.

6 CONCLUSION

Dans la Haute-Kotto, les conséquences de la crise actuelle ont été telles que l'absence d'autorité réelle garante des règles de vie sociale a essaimé une culture de la violence et de la criminalité dans toute la région. D'ailleurs, les récentes violences de la LRA dans la ville de Yalinga, au mois de septembre 2016 ayant entraîné le déplacement de 718 personnes, soulignent à juste titre la continuité des souffrances dans cette région⁶¹.

Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle est représentation du contexte global de la RCA. Les violences de septembre et octobre 2016 contre les civils et les sites de déplacés dans les villes de Kaga-Bandoro, Kouï, Bambari, Ngakobo montrent à suffisance que certaines zones demeurent peu ou pas protégées à l'Est de la Centrafrique⁶².

Le contexte de protection de la Haute-Kotto englobe donc des réalités diverses : celles des groupes armés qui terrorisent des villages entiers et entraînent la fuite d'un grand nombre de personnes, celles de la prolifération des armes blanches et des groupuscules criminels qui braquent et volent, celles de la transhumance qui crée des conflits qui demeurent sans solutions durables, ou encore celles des femmes et jeunes filles victimes de violences basées sur le genre et exacerbées par le conflit.

La situation est telle que les populations et leurs moyens de subsistance sont encore exposés et vulnérables. La Haute-Kotto fait face à un risque majeur : l'oubli. Les solutions et réponses structurelles apportées jusque-là par l'État et la MINUSCA ne suffisent pas et ne prennent pas en compte toutes les causes profondes à l'origine de cette situation.

Avec son nouveau mandat, la MINUSCA peut créer durablement les conditions de la restauration de l'état de droit et d'un environnement favorable à la protection des civils dans la Haute-Kotto en augmentant ses effectifs et en augmentant son déploiement dans la région. Le nouveau mandat autorise la MINUSCA à intensifier ses renseignements afin de mieux protéger les civils. Ceci pourrait permettre de couvrir des zones laissées sans protection.

Cette étude est un début d'analyse du contexte actuel dans la Haute-Kotto et des racines d'un mal récurrent sur l'ensemble du territoire centrafricain. A la question de savoir quelle serait la solution pour une meilleure protection de la population. Toutes les personnes rencontrées et/ou interviewées dans le cadre de cette étude pensent que la restauration de l'autorité de l'État et le DDRR constituent un début de solution dans la Haute-Kotto. Cela n'est possible qu'avec un soutien continu de la communauté internationale et des États de la sous-région d'Afrique centrale qui peuvent répondre en premier au besoin de renforcement des effectifs et des moyens de la MINUSCA.

« Tous les enfants que nous avons sortis des groupes armés et réinsérés y sont retournés à cause du regroupement des groupes armés dans la ville ces derniers mois pour leur assemblée générale »

Responsable programme
DDR, ONG Internationale

NOTES

- 1 Cf. Note d'analyse du GRIP, Dynamique des réponses sécuritaires de la CEEAC à la crise centrafricaine, N° 6, mars 2014
- 2 MSF, République centrafricaine : une crise silencieuse, novembre 2011, p. 4
- 3 La conférence du 17 Novembre 2016 à bruxelles pour la reconstruction de la RCA sera la 4e conférence alors que le Plan de Reponse Humanitaire 2016 n'est financé qu'à 32%. (cf. <https://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=emerg-AlternativeCost1EmergencyDetails&appealid=1136&emergID=16613>)
- 4 Les bailleurs ont promis un total de 400 millions US\$ en 2011 pour financer le second plan pour la reduction de la pauvreté 2011-2015 mais à cause du conflit en 2012 les fond n'ont pas été déboursés (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-table-ronde-de-bruxelles-ngouandjika-convertit-l-humiliation-en-promesse-de-400-milliards-de-f-cf-77136132.html>). A la prise du pouvoir par la Séléka en 2012, Ce plan a été remplacé par le Programme National de Relèvement Durable 2013-2015 qui n'a pas été financé (cf. <http://info-centrafrique.over-blog.com/du-dsrp-ii-au-pnrd-.pour-quel-r%C3%89sultat>). En 2015 seuls 53% des \$613 millions requis pour le plan de reponse humanitaire ont été financés (<https://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=emerg-emergencyDetails&appealID=1071>), et en 2014 sur les \$548 millions nécessaires, 58% ont été couvert.
- 5 OECD, Rapport 2011 sur l'engagement international dans les états fragiles - r-République Centrafricaine, 2011, p. 53, <https://www.oecd.org/fr/pays/republiquecentrafricaine/48697024.pdf>
- 6 UNHCR, Réponse régionale à la crise des réfugiés en République centrafricaine, <http://data.unhcr.org/car/regional.php>, consulté le 18 octobre 2016
- 7 WFP Central African Republic Country Brief, http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp272236.pdf?_ga=1.18178749.500804028.1471355131, consulté le 18 Octobre 2016
- 8 Afrique centrale, Etude nationale sur le financement du secteur de l'eau, rapport Centrafrique, 2010
- 9 Rapport de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, A/HRC/30/59
- 10 Conseil des droits de l'homme, Rapport préliminaire de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, A/HRC/26/53, p. 8
- 11 PNUD, Rapport sur le développement humain, Le travail au service du développement humain, 2015
- 12 Pour faire un état de lieu sur les différents instruments internationaux des droits humains ratifiés par la RCA, http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=33&Lang=FR
- 13 Rapport GRIP, op. cit.
- 14 Amnesty International, Identité effacée : Les musulmans dans les zones de la République centrafricaine soumises au nettoyage ethnique, 31 juillet 2015
- 15 Centrafrique : le pouvoir et les rebelles signent un accord de cessez-le-feu, dans www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/11/centrafrique-le-pouvoir-et-les-rebelles-signent-un-accord-de-cessez-le-feu_1815858_3212.html#w7MrPFg21glHtuCZ.99
- 16 International Crisis Group, « Centrafrique : les racines de la violence », dans Rapport Afrique N° 230, 21 septembre 2015
- 17 CPJP-UFDR : Très vives tensions entre Goula et Rounga à Bria. <http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=1639>
- 18 International Crisis Group, De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine,
- 19 La Haute Kotto, a échappé aux manipulations religieuses qui ont embrasées le pays depuis 2013.
- 20 International Crisis Group, op. cit.
- 21 MSF, op. cit., p. 10
- 22 Crisis Group, Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, septembre 2015, p. 6
- 23 Veronique Barbelet, Central African Republic: addressing the protection crisis, novembre 2015
- 24 En Mars 2016, les attaques de la LRA au PK 18 puis au PK 24 ont poussé Oxfam a suspendre temporairement ses activités dans cette zone.
- 25 Invisible Children, LRA Crisis Tracker, L'Etat de la LRA en 2016, p. 17
- 26 <https://docs.unocha.org/sites/dms/CAR/Flyer%20SRP%20Draft4.pdf>

- 27 Cluster Protection République centrafricaine, Rapport sur les mouvements des populations, février 2016
- 28 Oxfam et Université de Bangui, Evaluation et analyse des chaînes de valeurs des produits AGR et de l'impact du conflit armé à Bria, mai 2016, p. 3
- 29 Processus de Kimberley, Décision administrative sur la République Centrafricaine [suspension temporaire], www.kimberleyprocess.com/en/2013-administrative-decision-car
- 30 RFI, RCA: à Obo, les habitants sont excédés par l'inaction des forces ougandaises, <http://www.rfi.fr/afrique/20160615-rca-ouganda-lra-centrafrique-manifestations-obo-lutte>
- 31 80% des personnes interrogées ont répondu oui à la question : La LRA a-t-elle augmenté ses attaques dans la zone.
- 32 Entretien avec 2 factions des ex-séléka présentes à Bria, Mai 2016
- 33 John de Boer et Louise Bosetti, The crime-conflict « Nexus » : State of evidence, United Nations University Centre for Policy Research, Tokyo, juillet 2005, p. 16
- 34 International Crisis Group, « La face cachée du conflit centrafricain », dans Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014, p. 1
- 35 Idem
- 36 FAO et DRC, « Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine », version finale, mars 2015, p. 16
- 37 International Crisis Group, « La face cachée du conflit centrafricain », op. cit.
- 38 Entretien avec les leaders Peuls de Bria
- 39 Entretien avec la division des affaires civiles de la MINUSCA, Octobre 2016
- 40 Échange avec quelques responsables du groupe armé UPC, 4 avril 2016
- 41 Les autres groupes armés occupent de manière permanente les villages et imposent un rythme de vie aux populations. La LRA en revanche procède par des attaques ponctuelles et inopinées.
- 42 LRA Crisis Tracker, op. cit. p. 6
- 43 Entretien avec des responsables de la MINUSCA
- 44 Afrique news info : Attaque de la LRA près de Bangassou : des personnes prises en otage, <https://afriquenewsinfo.net> publié /2016/02/04/, dernière visite le 10 mai 2016
- 45 Entretien avec des Femmes dans un quartier de Bria
- 46 LRA CrisisTracker, Dossier de Sécurité Semestrie 2016, juillet 2016, p.5
<http://www.theresolve.org/wp-content/uploads/2016/07/2016-Dossier-de-Securite-mestriel.pdf>,
- 47 Idem
- 48 Haut-commissariat des Droits de l'Homme, Indicateurs des droits de l'Homme, Guide pour mesurer et mettre en œuvre HR/PUB/12/5, Genève, mai 2012, p. 15
- 49 Entretien avec les acteurs humanitaires de Bria. La suspension des activités humanitaires d'Oxfam pendant 3 mois a entraîné d'énormes retards dans la distribution des semences avant la période agricole. De même la réhabilitation de nombreux puits a été retardée.
- 50 Mission de l'Union Africaine pour la Centrafrique & l'Afrique Centrale (MISAC), R.C.A. Monitoring 2015 des violences basées sur le genre et des violences sexuelles, Bulletin infographique N°2, p. 9, <http://www.peaceau.org/uploads/au-misac-rca-monitoring-2015-des-violences-basees-sur-le-genre-des-violences-sexuelles-1-.pdf>
- 51 Entretien avec la Chargée d'écoute et de conseil des victimes de violence sexuelle à COOPI
- 52 Entretien avec des femmes leaders
- 53 Entretien avec des éléments de la police de Bria, Mai 2016
- 54 Groupe de discussions avec un groupe de jeunes, Mai 2016
- 55 Groupes de discussions avec des comités de protections mis sur place par Oxfam pour contribuer à la protection communautaire intégrant des femmes, des hommes et des jeunes filles et garçons.
- 56 Entretien avec des membres de l'UPC
- 57 Entretien avec les officiels de la MINUSCA à Bria
- 58 UNSC, résolution 2217, Résolution, 2301. <http://rjd.org/centrafrique-vers-mise-place-dune-coordination-forces-internationales-contre-lra/>, <http://minusca.unmissions.org/la-lutte-contre-la-lra-en-rca-au-centre-de-la-visite-de-la-mission-conjointe-onuua>
- 59 LNC, Centrafrique : Éruption de violence à Bria, au moins 5 morts, www.lanouvellecentrafrique.info/2015/08/27/centrafrique-eruption-de-violence-a-bria-au-moins-5-morts, dernière visite en août 2016
- 60 Entretien avec les leaders des groupes armés peuls, Mai 2016.
- 61 Rapport interne de la section civile de la MINUSCA sur la situation de Yalinga

62 Edouard Dropsy, Des blessures toujours à vif en RCA,
<http://www.irinnews.org/fr/actualit%C3%A9s/2016/10/14/des-blessures-toujours-%C3%A0-vif-en-rca>, consulté le 18 Octobre 2016

© Oxfam International octobre 2016

Ce document a été rédigé par Isidore Ngueuleu. Oxfam remercie Alexandre, Yakizi, Blaise Zalagoye et Olivier Gandili pour leur assistance dans la collecte des données et sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Oxfam exprime sa gratitude à Dutch Relief Fund MoFA et la Direction Générale de la Coopération Belge au développement et de l'Aide humanitaire (DGD) qui ont financé la collecte de données pour ce document d'information.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-822-7 en octobre 2016. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 18 affiliés et 2 membres observateurs qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

IBIS (Danemark) (<http://ibis-global.org/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne)
(www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membres observateurs :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Afrique du Sud